

Un accident nucléaire du type de Fukushima coûterait à la France 430 milliards d'euros

Le Monde.fr avec AFP | 07.02.2013 à 11h17 • Mis à jour le 07.02.2013 à 11h25



Vue de la centrale accidentée de Fukushima. | AFP/-

Un accident nucléaire majeur similaire à celui survenu en mars 2011 au Japon pourrait coûter à la France 430 milliards d'euros au total. C'est la conclusion d'une étude présentée, mercredi 6 février, par l'Institut national de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) au centre de recherche nucléaire de Cadarache (Bouches-du-Rhône).

Cette étude est publiée à l'approche du deuxième anniversaire de la catastrophe de Fukushima, lors de laquelle la fusion du cœur de deux réacteurs a notamment entraîné des rejets massifs de substances radioactives dans l'environnement et fait quelque 80 000 "réfugiés radiologiques".

Lire : [Des images inédites de Fukushima \(/japon/article/2013/02/04/des-images-inedites-de-fukushima-1826814-1492975.html\)](http://japon/article/2013/02/04/des-images-inedites-de-fukushima-1826814-1492975.html)

L'IRSN a donc étudié les scénarios impliquant une telle fusion du cœur sur un réacteur français de 900 mégawatts pour tenter d'évaluer le coût d'un accident, non seulement lié à la contamination de l'environnement, mais aussi les coûts humains et indirects pour l'économie.

"COÛT BIEN SUPÉRIEUR À AZF OU À L"ERIKA"

Selon l'économiste Patrick Momal, qui travaille sur ces questions à l'IRSN depuis 2005, un "accident grave", dont les rejets seraient contrôlés et limités aux seuls abords d'une centrale française, représenterait 120 milliards d'euros, soit environ 6 % du PIB annuel ou trois à six ans de croissance.

"Il s'agit d'un coût bien supérieur à des grandes catastrophes industrielles que nous avons déjà connues, comme l'explosion de l'usine AZF ou la marée noire de l'Erika [évalués autour de 2 milliards d'euros]", a souligné M. Momal.

Selon ses calculs, le surcoût entraîné par un tel accident nucléaire pour le parc électrique français (arrêt éventuel de centrales nucléaires, recours à d'autres énergies, importations d'électricité, etc.) et les *"effets d'image"* négatifs pour les exportations agricoles ou le tourisme dépasseraient de loin les seuls coûts liés à la contamination, 80 % du total environ. *"Une catastrophe d'ampleur nationale mais gérable"*, avec au plus 10 000 *"réfugiés radiologiques"*, résume M. Momal.

"VRAIE CATASTROPHE RADIOLOGIQUE"

Une catastrophe majeure d'ampleur similaire à celle de Fukushima aurait des conséquences beaucoup plus lourdes pour l'Hexagone, entraînant cette fois *"une vraie catastrophe radiologique"* qui nécessiterait à elle seule 110 milliards d'euros pour traiter les territoires contaminés.

Cet accident ferait environ 100 000 réfugiés, avec des effets psychologiques significatifs, des *"quantités de déchets agricoles considérables"* et de l'ordre de quatre départements français plus ou moins contaminés à gérer pour les pouvoirs publics, sans compter les pays voisins, vraisemblablement touchés eux aussi, selon l'étude. Le *"coût d'image"* (exportations perdues, mêmes pour des produits sains, chute du tourisme, etc.) se chiffrerait à quelque 160 milliards d'euros dans ce scénario.

"Il faut toutefois garder présent à l'esprit que les probabilités que de tels accidents se réalisent restent en réalité très faibles", insiste Patrick Momal, pour qui ces scénarios doivent surtout servir à bien dimensionner la prévention par rapport aux risques réels. Un tel accident serait de fait inédit en France : le plus grave, intervenu à Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) en 1980, a été classé au niveau 4.